



**Programme des  
Nations Unies pour  
l'environnement**



Distr.  
Restreinte

UNEP/OzL.Pro/ExCom/41/78  
19 novembre 2003

FRANÇAIS  
ORIGINAL: ANGLAIS

COMITÉ EXÉCUTIF  
DU FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS  
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL  
Quarante et unième réunion  
Montréal, 17 - 19 décembre 2003

**PROGRAMME DE PAYS: SURINAME**

Ce document se compose des sections suivantes :

- Fiche d'évaluation du programme de pays (préparé par le secrétariat du Fonds)
- Observations et recommandations du secrétariat du Fonds
- Lettre de transmission du gouvernement du Suriname
- Fiche de couverture du programme de pays
- Programme de pays (sommaire analytique)

## FICHE D'ÉVALUATION DU PROGRAMME DE PAYS SURINAME

Unité de l'ozone de l'institut national pour l'environnement et le développement

### *État de la ratification de la convention de Vienne et du protocole de Montréal*

	Signature	Ratification	Entrée en vigueur
Convention de Vienne (1985)		14-Oct-97	12-Jan-98
Protocole de Montréal (1987)		14-Oct-97	12-Jan-98
Amendement de Londres (1990)			
Amendement de Copenhague			
Amendement de Montréal (1997)			
Amendement de Beijing (1999)			

**Production de substances réglementées:** aucune production de substances réglementées

**Consommation de substances réglementées :(2002)** 50,0 tonnes métriques  
46,0 tonnes pondérées

(tonnes)	CFC-11	CFC-12	CFC-113	CFC-114	CFC-115	TOTAL	Halon121	Halon130	TOTAL	CTC	MCF	TOTAL	Me-Br
SAO		40,0			10,0	50,0							
PAO		40,0			6,0	46,0							

**Répartition des PAO par substance:** CFC 100.0% Halon CTC et MCF BM

<b>Répartition des PAO par secteur:</b>	Aérosol	Mousse	Halon	Réfrigération	Solvant	Autre	BM
Consommation ( tonnes PAO):	0,0	0,0	0,0	46,0	0,0	0,0	0,0
Pourcentage du total:				100.0%			

<b>PROTOCOLE DE MONTRÉAL</b>	( tonnes PAO)	CFC	Halons	bromure de méthyle
Consommation de référence		42,0		
Niveau autorisé de consommation en 2005		21,0		

Source: Programme de pays (2003)

### **Programme de pays**

**Durée du programme de pays :** 7 ans (2004-2010)

**Objectif d'élimination des SAO:** 85% de réduction de la consommation de SAO d'ici à 2006.  
Élimination complète d'ici à 2010

**Domaine de priorité de l'élimination:** Secteur de l'entretien en réfrigération

**Coût des activités dans le programme de pays :** 427 190 \$US

#### **Stratégie:**

*Le gouvernement s'engage à prendre d'urgence toutes les mesures nécessaires afin de satisfaire aux exigences du protocole : développement institutionnel et renforcement de la capacité permettant une collecte fiable des données et la surveillance de la consommation de SAO, introduction immédiate de restrictions d'importation, campagne intensive de sensibilisation et activités de formation. Une législation correspondante doit être mise en place très rapidement et entrer en vigueur dès que possible afin d'atteindre les objectifs du protocole.*

## **OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS DU SECRÉTARIAT DU FONDS**

### **DESCRIPTIF**

1. D'après l'étude menée pour la préparation du programme de pays / PGF du Suriname, la consommation totale de CFC a été estimée à 46 tonnes PAO en 2002. Les CFC ont été utilisés pour l'entretien des réfrigérateurs à usage domestique, industriel et commercial (13 tonnes PAO) et des unités de climatiseurs d'automobile (33 tonnes PAO). La consommation de référence pour le Suriname est de 42 tonnes PAO.
2. Les deux principaux fabricants de mousse souple utilisent le chlorure de méthylène comme agent de gonflage. Il n'y a aucune production de mousse rigide. Aucun halon n'est importé au Suriname mais on compte néanmoins environ 10 tonnes de halons dans les systèmes installés. Les importations de CTC ou de bromure de méthyle (BM) sont interdites.
3. Les CFC sont importés sous forme d'achats directs auprès de fabricants internationaux ou auprès de distributeurs locaux d'entreprises internationales.
4. Le gouvernement du Suriname se propose de renforcer le cadre réglementaire et d'élaborer une législation et un système réglementaire afin de contrôler les importations de SAO et d'équipements à base de SAO ainsi que d'accélérer l'élimination des CFC pour amener le pays à une situation conforme aux exigences d'élimination du protocole de Montréal.
5. Le programme de pays comprend un projet pour la mise en place d'une unité de l'ozone au sein de l'institut national de l'environnement et du développement sous la responsabilité du ministère du travail, de la technologie et de l'environnement. Le gouvernement du Suriname demande une somme totale de 136 190 \$ US pour la mise en œuvre de ce projet. Les observations et recommandations du secrétariat du Fonds concernant cette requête sont présentées dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/41/18.
6. Le programme de pays inclut aussi une proposition de projet PGF. Le gouvernement du Suriname demande la somme totale de 132 000 \$ US pour la mise en œuvre de ce projet (à l'exclusion des coûts associés à l'établissement du programme de récupération et de recyclage et du programme incitatif de sensibilisation pour les utilisateurs finaux). Les observations et recommandations du secrétariat du Fonds concernant cette requête sont présentées dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/41/58

### **OBSERVATIONS DU SECRÉTARIAT**

7. Le secrétariat a noté que la partie A du document émis par le secrétariat de l'ozone sur l'état de la mise en œuvre des recommandations du comité d'application sur les questions de non conformité et sur les situations potentielles de non conformité provenant de la communication de données en vertu de l'article 7 du protocole de Montréal (UNEP/OzL.Pro/ImpCom/31/2) indiquait que le Suriname n'avait pas encore satisfait aux exigences des décisions XIV/14 et XIV/16 des parties (non conformité de la communication de

données en vertu de l'article 7). De plus, le Suriname semblait être dans une position de non conformité au sujet du gel des CFC depuis l'année 2000.

8. Le secrétariat a également attiré l'attention sur la décision 38/12 du comité exécutif invitant instamment les agences d'exécution responsables d'un projet de renforcement institutionnel dans un pays sans consommation de référence à vérifier les éléments suivants : s'assurer que le pays a reçu l'aide nécessaire à la communication de ses données de consommation de référence et a décrit sa situation au secrétariat de l'ozone avant que les projets (autres que ceux du renforcement institutionnel) ne soient préparés et présentés au comité exécutif.

9. Sur la base des décisions mentionnées ci-dessus, le secrétariat a suggéré au gouvernement du Suriname de prendre note de ce qui suit :

- (a) Envoyer une communication officielle au secrétariat de l'ozone indiquant sa consommation de SAO sur la base des données recueillies pendant la préparation du programme de pays
- (b) Présenter au comité d'application le plan d'action proposé dans le programme de pays garantissant la conformité aux dispositions du protocole de Montréal.

10. Par la suite, le PNUD et le PNUE ont informé le secrétariat du Fonds que les deux agences aident le gouvernement du Suriname à préparer sa soumission des données de consommation de SAO ainsi que celle du plan d'élimination, tel que suggéré dans le programme de pays, au secrétariat de l'ozone.

11. Le PNUD et le PNUE ont également indiqué qu'avec le soutien du fonds multilatéral, le Suriname envisageait d'atteindre les objectifs d'élimination de 2005; le pays est prêt à relever les défis afin de respecter la conformité autant que possible.

## **RECOMMANDATIONS DU SECRÉTARIAT**

12. Le secrétariat du Fonds recommande l'approbation du programme de pays du Suriname, en faisant remarquer que l'approbation du programme de pays ne signifie pas l'approbation des projets identifiés ou de leurs niveaux de financement. L'approbation du programme de pays du Suriname se fait sans préjuger de toutes décisions qui pourraient être prises par les parties à la suite de l'examen par le comité d'application des données de consommation soumises par le gouvernement du Suriname en vertu de l'article 7.

13. Le secrétariat du Fonds recommande également que le gouvernement du Suriname soit invité à présenter des informations sur une base annuelle au comité exécutif concernant les progrès réalisés dans la mise en oeuvre du programme de pays conformément à la décision du comité exécutif sur la mise en oeuvre des programmes de pays (UNEP/OzL.Pro/ExCom/10/40, para. 135). Le rapport initial couvrant la période du 1er janvier 2004 au 31 décembre 2004 devrait être présenté au secrétariat du Fonds au plus tard le 1er mai 2005 dans le format approuvé.



Nationaal Instituut voor Milieu en Ontwikkeling in Suriname  
National Institute for Environment and Development in Suriname

Onafhankelijkheidsplein 2  
Paramaribo, Suriname,  
P.O.Box 12547

Tel.: (597) 520045  
Fax: (597) 520042  
E-mail: info@nimos.org

Paramaribo, 23 October 2003

Mr Omar E.E. Arini  
Chief Officer  
Multilateral Fund Secretariat  
1800 McGill College Ave.,  
27<sup>th</sup> Floor, Montreal, Quebec  
Canada H3A 3J6

Ref. : 03-460/GDN/EME/cn

Re. : Submission in principle of CP/RMP for Suriname

Dear Mr. Arini,

In continuation of Suriname's commitment towards the Vienna Convention for the Protection of the Ozone Layer and the Montreal Protocol on Substances that deplete the ozone layer, the Government of Suriname through the National Ozone Unit is kindly requesting your assistance

for the following projects to be approved at the 41<sup>st</sup> Meeting of the Executive Committee of the Multilateral Fund.



These projects will assist Suriname in meeting and sustaining compliance with the Montreal Protocol on Substances that depletes the ozone layer. They are being submitted in principle with the understanding that the United Nations Environmental Programme (UNEP) will be the implementing agency for the CP/RMP with the United Nations Developing Programme (UNDP) executing the Recovery and Recycling Component.

Thank you for your usual support and guidance.

Regards,

Mrs. S.H. Ang  
Acting General Director of NIMOS  
National Focal Point for the Montreal Protocol



# COUNTRY PROGRAMME

## COVER SHEET

**Country:** Suriname

**Lead National Agency:** Ministry of Labour, Technology and Environment (ATM), National Institute for Environment and Development

**Lead Implementing Agency:** UNEP, UNDP

**Period Covered by Country Programme Phase Out Plan:** 2004 –2010

### 1. PHASE OUT SCHEDULE

Substance	2002 Consumption, ODP tons	Planned total consumption until phase-out, ODP tons	Planned year of phase-out
<b>Annex A, Group I</b>			
CFC-12	40	425	2010
CFC-115	6	55	2010
CFC-11	0	0	2010
Halons	None – Management of local inventory	None – Management of local inventory	None – Management of local inventory
<b>Total for Annex A</b>	<b>46</b>	<b>480</b>	
<b>Annex B, Group II</b>			
Carbon tetrachloride	0	0	0
<b>Annex B, Group III</b>			
Methyl chloroform	0	0	0
<b>Total for Annex B</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Annex C, Group I</b>			
HCFC	5	54	
<b>Total for Group C</b>			
<b>Annex E,</b>			
Methyl Bromide	0	0	0
<b>Total Annex E</b>			
<b>TOTAL</b>	<b>51</b>	<b>524</b>	

## THE ACTION PLAN

Year	Activity
2004	1. To establish the National Ozone Unit within NIMOS, Ministry of Labour, Technology and Environment for coordination all in-country activities related to the implementation of the Montreal Protocol.
2004	2. Put in place all necessary arrangements to ensure the reliable monitoring of consumption of ODSs in Suriname and timely reporting to the Ozone Secretariat and MF
2004	<ul style="list-style-type: none"> <li>• To develop/strengthen the regulatory framework in order to achieve accelerated phase-out to finally catch up with the Montreal protocol bringing the country into compliance as soon as possible. To achieve these goals the country plans to implement the following regulatory measures:</li> <li>• To ban any new activity for production of ODSs or ODS-using equipment</li> <li>• Immediate introduction of ban of import of CFC-using and CFC-dependent equipment</li> <li>• Introduction of strict control of import/export of all ODSs (including licensing, taxation and/or quotas as appropriate)</li> <li>• Introduction of obligatory certification of air-conditioning and refrigeration technicians. Consider appropriateness of ban of illegal service of refrigerators and air conditioning systems inter-linkage of license on trade with certificate.</li> <li>• Development of system of fiscal incentives/disincentives in favor of ozone friendly alternatives.</li> </ul>
2004-2005	3. Implement training programme/seminar for policy/decision makers on the mechanisms of the Montreal protocol and raise awareness on the issue.
2004-2005	4. Implement and monitor training of customs officers and other associated private and public stakeholders to ensure proper control and monitoring of import and export of ODSs and ODS dependent equipment.
2004-2005	5. Implement and monitor training of refrigeration service technicians in good practices of refrigeration to minimize the use of ODSs and mitigate their emissions into the air during the service of refrigerators
2004-2005	6. Implement and monitor Refrigerant Recovery and Recycling Program, establish networks for CFC-12 recovery, recycling centers and a bank of recycled CFC-12.
2005	7. Implement and monitor MAC retrofit (for vehicle owners) <sup>1</sup> , awareness and incentive project. Add the recovered substance to the National CFC-12 bank.
2004	8. Implement and monitor a halon management local inventory project
2004	9. Develop preventive measures for preservation from re-introduction of use of Methyl Bromide for soil treatment in greenhouses.
2004-2010	10. Conduct continuous public awareness campaign on necessity and means for protection of the Ozone Layer of the Earth and on the national action plans and processes for meeting and sustaining compliance to the Montreal Protocol. (Including media training, etc)

<sup>1</sup> Refrigeration and Air-conditioning (R & A/C) will only be considered if enough consumption is disclosed.



## PROJECTS FOR FUNDING

Project		Year	Implementing agency	Total Cost (USD)	Requested from MF (USD)
Institutional Strengthening	Phase I	2004-2006	UNEP	145,190	136,190
	Future Phases*	2007-2010	UNEP	250,000	250,000
	<i>Total for IS</i>			<i>395,190</i>	<i>386,190</i>
Refrigerant Management	The Development and Strengthening of Policy and Regulatory Framework	2004	UNEP	20,000	20,000
Plan	Training of Customs Officers	2004	UNEP	42,000	42,000
	Training of Technicians in Good Practices	2004-2005	UNEP	70,000	70,000
	Recovery/Recycling Program *	2005-2007	UNDP	To be determined	To be determined
	MAC (and possibly R & A/C) Awareness and Incentive Project. *	2004	UNDP	To be determined	To be determined
	<i>Total for RMP</i>			<i>132,000</i>	<i>132,000</i>
Incentives for Alternatives in the Solvent Sector *		2005	UNDP	To be determined	To be determined
Management - Alternatives on Halon/Methyl Bromide *		2004	UNDP	To be determined	To be determined
<b>TOTAL</b>				<b>427,190</b>	<b>427,190</b>

- Funds to be requested at future Executive Committee Meetings

## **EXECUTIVE SUMMARY**

Suriname became a Republic in 1975. It has a surface of 163.265 square kilometers. The country lies on the Guyana shield and is situated on the shores of the Atlantic Ocean in the northern part of South America. It further shares borders with Brazil on the south, French Guyana on the east and Guyana on the west. The coastline on the Atlantic Ocean is 386 kilometers. It is a tropical country with an average temperature of around 27 °C. The country has a population of around 439.000 (2002 estimates), which is very diverse. The population is concentrated along the northern coastal part of the country with the greatest density being around the capital Paramaribo. The official language is Dutch but English is widely spoken, as are other local languages (Creole, Hindi, etc). Suriname's main natural resources are timber, hydropower potential, fish, shrimp, and bauxite, gold and iron ore. The economy of Suriname is relatively diversified in range, but the dominant sector is the bauxite industry. Forestry, Agriculture and manufacturing constitute the three other important sectors. The GDP per capita is around USD. 2.000 Most of its exports are to the Netherlands/EU and some CARICOM (Caribbean Community) countries. Major imports are from the USA, the Netherlands and the EU.

Suriname ratified the Vienna Convention on Protection of the Ozone Layer and the Montreal Protocol on 14 October 1997. It has yet to ratify the London, Copenhagen, Beijing and Montreal amendments. Efforts are currently underway to ratify these amendments. Responding to the willingness of the Government of Suriname to fully comply with the obligations of the Montreal Protocol, financial assistance has been provided for assessment of the extent of consumption (and production, if any) of ozone depleting substances in Suriname with a view of assisting the country in designing a strategy for timely phasing out such consumption through the preparation of a Country Programme (CP) and Refrigerant management Plan (RMP).

Conducted data collection and analysis revealed the fact that from the moment of ratification of the Montreal Protocol and reclassification as Article 5 country, Suriname appeared to be in non-compliance with the freeze on the consumption of CFC. While the baseline is 48 ODP tonnes, the consumption of 1999 and 2000 were respectively 48 and 49 ODP tonnes.

Nevertheless, following the international development path, the Government is setting an ambitious goal to catch up with the Montreal Protocol phase-out schedule and to bring the country into compliance with the MP by 2010. Intensive Governmental Action Plan is being developed for this purpose and a special body within the Ministry of ATM (NIMOS) - National Ozone Unit - will be established to coordinate all activities of the Action Plan and ensure its implementation. Understandably, as a developing country with a struggling economy, Suriname is in urgent need for immediate assistance to reach this ambitious goal of accelerated phasing-out. Several projects have been prepared for submission to the Multilateral Fund to seek the financial assistance. Funding of those projects will be crucial for implementation of this program and the Action Plan itself. The total funding to achieve the total phase out under this National Strategy is US\$ 1,057,190 of which US\$ 1,048,190 will be requested under the MF according to achievements and milestones determined in the strategy.